
1917

« Pravda » n° 74, 19 (6) juin
1917

Conforme au texte de la « Pravda
»

Œuvres t. 25, pp. 45-47,
Paris-Moscou

Lénine

Les ultras du 3 juin veulent l'offensive immédiate

Ces messieurs du 3 juin - ceux qui après 1905 aidèrent Nicolas Romanov à inonder de sang notre pays, à étrangler les révolutionnaires, à rétablir la toute-puissance des grands propriétaires fonciers et des capitalistes se sont réunis en conférence en même temps que le congrès des Soviets [\[1\]](#).

Tandis que, devenu captif de la bourgeoisie, Tsérétéli s'efforçait par mille subterfuges d'atténuer l'urgence, la gravité, la brûlante actualité du problème politique de l'offensive immédiate, les ultras du 3 juin, compagnons d'armes de Nicolas-le-Sanglant et de Stolypine-le-Pendeur, grands propriétaires fonciers et capitalistes, n'ont pas craint de poser nettement, ouvertement, la question. Voici, adoptée à l'unanimité, la plus récente et la plus importante de leurs résolutions sur l'offensive :

« La Douma d'État (? ?) estime que l'offensive immédiate, le contact étroit avec les Alliés, sont les seuls moyens d'assurer la fin rapide de la guerre et la consécration définitive des libertés conquises par le peuple.»

Voilà qui est clair.

Voilé des hommes politiques, des hommes d'action, des serviteurs fidèles de *leur* classe, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Et comment les Tsérétéli, les Tchernov et consorts servent-ils *leur* classe à eux ? Ils se contentent d'exprimer des vœux pieux et soutiennent en réalité les capitalistes.

Tsérétéli affirmait que la question de l'offensive *immédiate* ne devait même pas être posée, car, en sût-il quelque chose, lui, ministre Tsérétéli, qu'il n'en dirait rien à personne. Et il ne se doutait pas (ô candeur !) que les ultras du 3 juin lui avaient opposé un *démenti*, un *démenti concret*, n'ayant nullement craint de parler même dans une motion publiquement non pas de l'offensive en général, mais précisément de l'offensive *immédiate*. Et les ultras ont eu raison, car c'est une question politique, celle des destinées de toute notre révolution.

Il n'y a pas de milieu ; on est pour ou contre l'«offensive immédiate » ; pas d'abstention possible ; se dérober, directement ou par allusions, en invoquant le secret militaire, serait tout bonnement indigne d'un homme politique ayant le sens de ses responsabilités.

Pour l'offensive immédiate, cela veut dire : pour la continuation de la guerre impérialiste, l'étranglement de la Perse, de la Grèce, de la Galicie, des peuples des Balkans, etc., au prix du massacre des ouvriers et des paysans russes ; pour le réveil et l'affermissement de la contre-révolution ; pour réduire à néant les phrases sur la « paix sans annexions » ; pour la guerre *au nom* des annexions.

Contre l'offensive immédiate, cela veut dire : pour le passage intégral du pouvoir aux Soviets ; pour le réveil de l'initiative révolutionnaire des classes opprimées ; pour la proposition *immédiate*, par les classes opprimées de *tous* les pays, d'une « paix sans annexions », d'une paix à des conditions précises de renversement du joug du capital, de libération de *toute* les colonies sans exception et de *toutes* les nationalités opprimées ou lésées dans leurs droits, également sans exception.

La première voie est celle des capitalistes, de leurs intérêts, de leurs fins, celle de la confiance dans les capitalistes qui promettent depuis trois ans monts et merveilles, et plus encore, à la condition que la guerre soit « continuée jusqu'à la victoire ».

La deuxième voie est celle-ci : rompre avec les capitalistes, ne leur faire aucune confiance, mettre un frein à leur sordide rapacité, à leur enrichissement à centaines de millions par les fournitures de guerre ; c'est la voie de la confiance dans les classes opprimées, et d'abord dans les ouvriers de *tous* les pays, de la confiance dans la *révolution ouvrière internationale contre le capital*, d'un concours sans réserve à cette révolution.

Il n'y a de choix qu'entre ces deux voies. Tsérétéli, Tchernov et consorts aiment les moyens termes. Il ne peut y en avoir en l'occurrence et, si les Tsérétéli, les Tchernov et consorts continuent à hésiter ou à s'en tirer avec des phrases, ils finiront par devenir définitivement des instruments de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1]. Il s'agit des partis groupant des représentants de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers (droitiers, octobristes, cadets) qui avaient obtenu une prépondérance absolue aux III^e et IV^e Doumas d'Etat à la suite de la loi réactionnaire sur les élections promulguée par le gouvernement tsariste le 3 (16) juin 1907, loi qui réduisait les droits électoraux déjà fort tronqués des ouvriers et des paysans.

Les hommes du 3 juin, députés à la IV^e Douma tenaient périodiquement des réunions « privées ». Une de ces conférences se tint le 3 (10) juin 1917, le jour même où le congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie commença ses travaux. Cette coïncidence n'était pas le fait du hasard. En effet, les partis contre-révolutionnaires de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers russes cherchaient à exercer une pression politique sur les conciliateurs petits-bourgeois (mencheviks et socialistes-révolutionnaires) qui détenaient la majorité au Congrès.

La conférence avait inscrit, à son ordre du jour une discussion de la politique extérieure. Les chefs de file des octobristes et des cadets y prirent successivement la parole, notamment V. Maklakov, P. Milioukov, V. Choulguine. Tous réclamèrent que fussent remplies les obligations contractées vis-à-vis des Alliés et qu'il fût mis fin à la révolution. La résolution adoptée à l'issue de la conférence allait dans le même sens. [N.E.]
